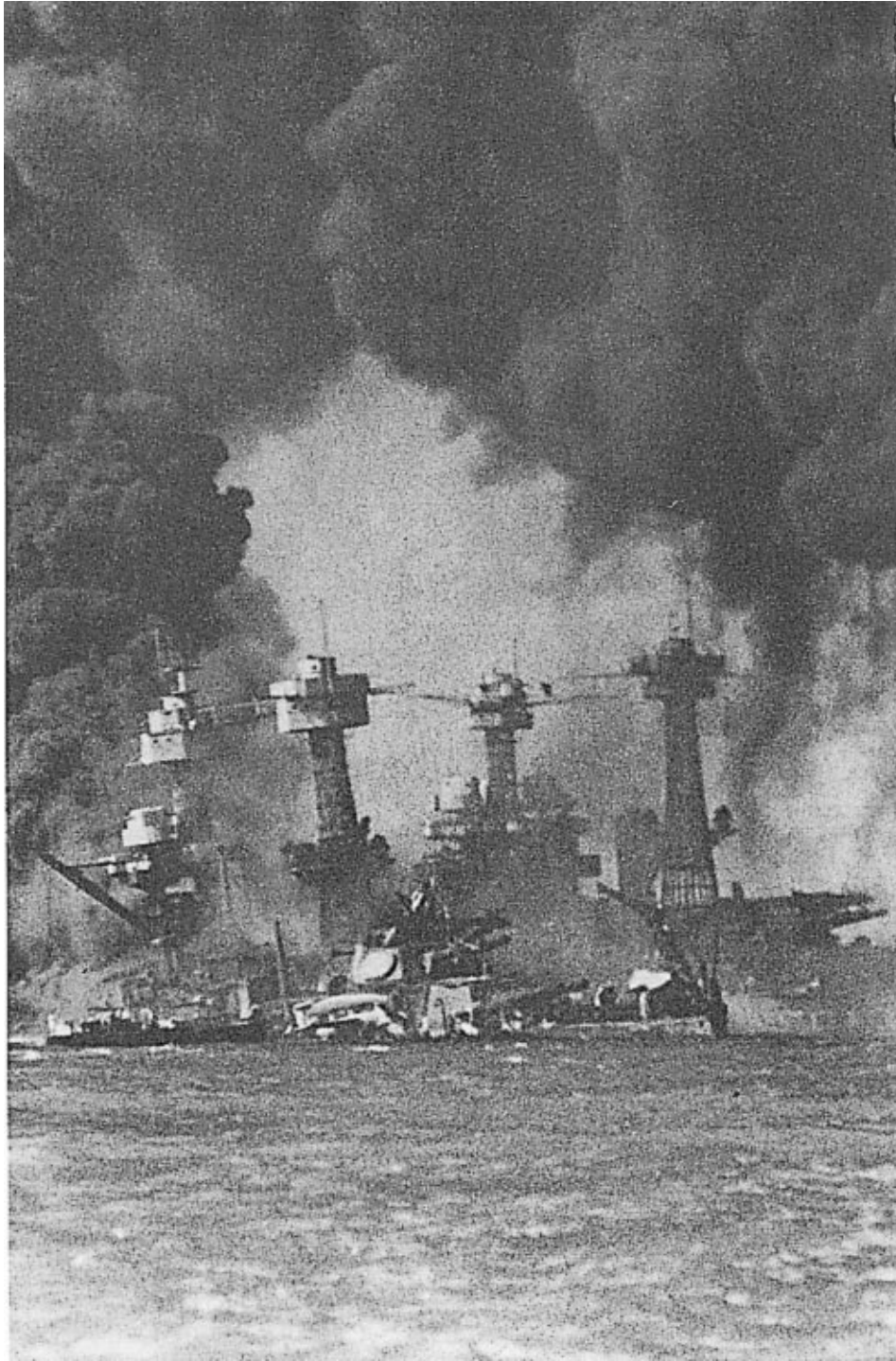


Les cuirassés américains *West Virginia* et *Tennessee* après l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, le 7 décembre 1941.





ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

CHAPITRE DIX

X

**LE NEW DEAL
ET LA GUERRE
MONDIALE**

«NOUS DEVONS ETRE LE GRAND ARSENAL DE LA DEMOCRATIE.»

Franklin D. Roosevelt, 1941

ROOSEVELT ET LE *NEW DEAL*

En 1933, Franklin Roosevelt, en accédant à la présidence, apportait à la Maison-Blanche une bouffée de confiance et d'optimisme qui rallia les Américains à son programme du *New Deal* (ou nouvelle donne). «La seule chose que nous ayons à craindre, c'est la crainte elle-même», déclara le Président dans son discours d'investiture.

En un sens, il faut bien reconnaître que le *New Deal* ne faisait qu'introduire en Amérique des réformes sociales et économiques qu'un certain nombre de pays européens avaient mises en œuvre depuis plus d'une génération. En répudiant le capitalisme du «laissez-faire», il ne faisait que couronner un processus amorcé depuis longtemps, avec les premières réglementations sur les chemins de fer des années 1880 et la vague de lois réformatrices adoptées par les Etats et le gouvernement fédéral sous la présidence d'élus progressistes comme Theodore Roosevelt et Woodrow Wilson.

Néanmoins, la nouveauté du *New Deal* résidait dans la rapidité avec laquelle il appliquait des réformes qui, dans le passé, avaient exigé les efforts de plusieurs générations. En réalité, nombre de ces initiatives avaient été hâtivement élaborées et mises en place mollement ; parfois même, elles se contredisaient mutuellement. La critique et les controverses animèrent la vie publique pendant toute la période du *New Deal* ; sans jamais s'interrompre ou marquer le pas ; en fait, durant cette période, le citoyen reprit goût à la politique.

A l'entrée en fonctions de Roosevelt, le système bancaire

et financier était atteint de paralysie totale. En un rien de temps, les banques furent fermées, et seuls les établissements solvables furent autorisés à rouvrir leurs portes. Le gouvernement adopta une politique monétaire légèrement inflationniste pour amorcer une hausse des prix des produits de base et alléger un peu la situation des débiteurs. De nouvelles administrations furent mises en place pour accorder aux industriels et aux agriculteurs des conditions de crédit avantageuses. La Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) garantit les dépôts dans les caisses d'épargne jusqu'à concurrence de 5 000 dollars, et la vente en Bourse des actions fut sévèrement réglementée.

LE CHOMAGE

En 1933, des millions d'Américains étaient à la recherche d'un emploi. Dans la plupart des grandes villes, des files d'attente se formaient devant les soupes populaires. Des centaines de milliers de personnes parcouraient le pays en quête d'un peu de nourriture, d'un travail et d'un abri.

La première mesure en faveur des demandeurs d'emploi prit la forme d'un programme intitulé Civilian Conservation Corps (CCC) adopté par le Congrès pour venir en aide aux chômeurs âgés de dix-huit à vingt-cinq ans. Il s'agissait d'embaucher tous les jeunes Américains sans emploi dans des camps de travail quasi militaires, moyennant une rémunération mensuelle de trente dollars. En dix ans, quelque deux millions de jeunes gens en bénéficièrent. Ils travaillaient à divers projets de protection de la nature : le reboisement pour lutter contre l'érosion du sol et améliorer le patrimoine forestier du pays ; la dépollution des cours d'eau ; la création de réserves pour les poissons, le gibier et les oiseaux ; la sauvegarde des gisements de charbon, de pétrole, de schiste, de gaz, de sodium et d'hélium.

Dans le même domaine, la Civil Works Administration, créée en novembre 1933, offrait des emplois financés par les pouvoirs publics dans des secteurs divers (terrassement, entretien des routes et enseignement). Critiqué pour sa façon de «fabriquer du travail à tout prix», cet organisme fut dissous dès le printemps 1934. Roosevelt et ses principaux col-

laborateurs n'en continuèrent pas moins à œuvrer en faveur des chômeurs et appliquèrent tout un train de mesures destinées à leur fournir du travail plutôt que des allocations.

**L'AGRI-
CULTURE**

Ce qui caractérisait l'époque du *New Deal*, c'était l'idée que l'Etat pouvait, à force de lois, résoudre nombre des difficultés que traversait le pays. En 1933, par exemple, le Congrès vota l'*Agricultural Adjustment Act* (AAA) pour venir en aide au monde rural. Pour l'essentiel, ce texte visait à augmenter les prix agricoles en subventionnant les exploitants qui acceptaient de réduire leur production volontairement. Ces subventions devaient être financées par une taxe imposée sur les industries agroalimentaires. Mais, lorsque la loi fut promulguée, la saison était déjà bien avancée et le texte eut pour effet d'encourager les cultivateurs à détruire leurs récoltes trop abondantes. D'après le secrétaire à l'Agriculture, Henry A. Wallace, cette attitude «illustre le caractère scandaleux de notre civilisation». Néanmoins, on enregistra une baisse de la production agricole grâce à l'AAA et à la Commodity Credit Corporation, dispositif qui permettait d'accorder des prêts aux agriculteurs pour les récoltes qu'ils stockaient au lieu de les écouler sur le marché.

Entre 1932 et 1935, le revenu agricole augmenta de plus de 50 %, mais essentiellement grâce aux mesures prises par le pouvoir fédéral. Au cours de ces années mêmes où l'on avait encouragé les cultivateurs à mettre une partie de leurs terres en jachère – privant ainsi d'emploi de nombreux métayers et ouvriers agricoles – une grave sécheresse s'abattit sur les Etats des Grandes Plaines et réduisit fortement la production. Au cours des années 1930, notamment entre 1935 et 1938, un vent violent et des tempêtes de poussière dévastèrent le sud des Grandes Plaines dans la région que l'on appela par la suite le *Dust Bowl* (bol de poussière). Les récoltes furent détruites, les véhicules et machines agricoles endommagés, la population et les animaux mis à mal. Quelque 800 000 personnes quittèrent l'Arkansas, le Texas, le Missouri et l'Oklahoma durant la période comprise entre 1930 et 1950, prenant pour la plupart la direction de l'ouest,

de la Californie, terre promise mythique. Il n'y avait pas seulement des agriculteurs, mais aussi des membres des professions libérales, des petits commerçants et bien d'autres dont le gagne-pain dépendait de la prospérité des communes rurales. La Californie n'était pas l'endroit dont ils avaient rêvé – du moins ce ne fut pas le cas au début. Beaucoup d'entre eux finirent par se disputer âprement les emplois d'ouvriers agricoles saisonniers pendant les récoltes, à des salaires extrêmement bas.

Le gouvernement fédéral mit à la disposition des agriculteurs le Soil Conservation Service. Cet organisme de protection des sols fut créé en 1935 pour leur enseigner les précautions à prendre en vue d'éviter l'érosion du sol, causée en partie par leurs modes de culture et aggravée par la violence des tempêtes. En outre, on reboisa près de 30 000 kilomètres carrés pour briser la force des vents.

Malgré les succès enregistrés, l'AAA fut abandonné en 1936, par suite d'un arrêt de la Cour suprême déclarant anticonstitutionnelles les taxes prélevées sur les industries agroalimentaires. Le Congrès adopta alors, six semaines plus tard, une loi plus efficace encore pour aider les agriculteurs ; en vertu de ce texte, le gouvernement allouait des subsides aux agriculteurs qui renonçaient aux cultures ayant pour effet d'épuiser les sols – ce qui permit de réduire la production, tout en protégeant la nature.

En 1940, près de six millions de cultivateurs recevaient des aides fédérales dans le cadre de ce programme. La nouvelle loi prévoyait également des prêts sur les récoltes excédentaires, une assurance pour les producteurs de blé et une planification du stockage visant à stabiliser l'offre de produits alimentaires. Les prix agricoles ne tardèrent pas à remonter et la population rurale put envisager la possibilité d'une certaine stabilité économique.

stimuler la création d'emplois et, par suite, la consommation. Au moment où les premiers effets de la reprise se faisaient sentir, le monde des affaires, qui, au début, avait favorablement accueilli les initiatives de la NRA, ne tarda pas à dénoncer vigoureusement son abus des réglementations. La NRA fut déclarée anticonstitutionnelle en 1935. D'autres mesures législatives favorisaient alors la relance et le gouvernement se rendit rapidement compte que le contrôle des prix dans certains secteurs épuisait l'économie nationale et entravait la reprise.

Ce fut aussi à l'époque du *New Deal* que les syndicats s'assurèrent des acquis plus importants que jamais auparavant. Le NIRA leur avait donné le droit de mener des négociations collectives (au nom de tous les travailleurs d'un même secteur industriel). Puis, en 1935, le Congrès avait adopté le *National Labor Relations Act* qui définissait les pratiques déloyales et donnait aux travailleurs le droit de négocier des conventions collectives par l'intermédiaire de syndicats de leur choix. Le texte interdisait également aux employeurs d'entraver les activités syndicales ; il instituait un bureau spécial, le National Labor Relations Board, chargé de veiller à la régularité des négociations collectives et des élections syndicales, et de garantir aux travailleurs le droit de choisir l'organisation devant les représenter lors des discussions avec le patronat.

Les grands progrès réalisés grâce à la syndicalisation donnèrent aux travailleurs le sentiment de leur communauté d'intérêts et de leur force grandissante, non seulement dans l'industrie mais également dans l'arène politique. Ce pouvoir s'exerçait essentiellement dans le cadre des deux grands partis politiques, mais les démocrates bénéficiaient en général d'un plus grand soutien de la part des syndicats.

**LE SECOND
NEW DEAL**

A ses débuts, le *New Deal* avait favorisé l'adoption d'une série de mesures législatives remarquables et donné une impulsion considérable à la production et aux prix, sans toutefois mettre un terme à la crise. A mesure que s'apaisait le sentiment d'urgence engendré par celle-ci, de nouvelles exi-

gences se firent jour. Les hommes d'affaires déploraient la fin du «laissez-faire» et s'irritaient des réglementations imposées par le NIRA. Tant à gauche qu'à droite, nombre d'utopistes, d'intrigants et d'hommes politiques se lançaient dans des attaques de plus en plus véhémentes ; les panacées économiques qu'ils préconisaient attiraient la foule de ceux que le rythme de la reprise laissait insatisfaits. Ainsi Francis E. Townsend faisait-il campagne en faveur d'un plan généreux d'allocation-vieillesse ; des théories inflationnistes étaient avancées par le père Coughlin, prêtre qui dans ses émissions de radio invectivait les banquiers internationaux dans des discours de plus en plus émaillés de propos antisémites. Il y avait pis encore : le programme intitulé *Every Man a King* (Chaque homme est un roi) de Huey P. Long, sénateur et ancien gouverneur de la Louisiane, orateur brutal mais écouté, porte-parole des personnes défavorisées, qui dirigeait son Etat comme s'il s'agissait de son fief personnel.

Face à ces pressions venues de la gauche et de la droite, le président Roosevelt répliqua en présentant une nouvelle série de mesures économiques et sociales. Les plus importantes d'entre elles concernaient la lutte contre la pauvreté, la création d'emplois pour les chômeurs et l'institution d'un système d'aide sociale.

C'est ainsi que vit le jour la Works Progress Administration (WPA), principal organisme d'aide sociale de ce que l'on a appelé le second *New Deal* ; elle avait pour objectif de chercher à procurer des emplois plutôt qu'une aide pécuniaire. Elle fit construire des bâtiments, des routes, des aéroports et des écoles. Dans le domaine culturel, le pouvoir fédéral vint en aide à de nombreux acteurs, peintres, musiciens et écrivains. Par ailleurs, la National Youth Administration fournit aux étudiants du travail à temps partiel rémunéré et instaura des programmes d'aide et de formation aux jeunes gens en quête d'emploi. A sa dissolution, en 1943, la WPA avait secouru quelque neuf millions de personnes.

Mais la «pierre angulaire» du *New Deal*, aux yeux de Roosevelt, était le *Social Security Act* de 1935, qui instituait un système d'assurances pour les personnes âgées, les chômeurs et les invalides, système financé par les cotisations des employeurs et des employés. Bien d'autres pays indus-

trialisés avaient déjà adopté des plans de ce genre, mais, aux Etats-Unis, tous les appels lancés dans ce sens par les progressistes au début du siècle étaient restés lettre morte. Or ce régime social, quoique décrié par les conservateurs qui le jugeaient contraire aux traditions américaines, était en fait relativement peu audacieux. Il était financé en grande partie par des prélèvements sur les salaires des personnes actives, en fonction d'un taux unique et fixe, indépendamment du revenu. Tels étaient les compromis que Roosevelt avait dû accepter pour obtenir l'adoption de la loi. Si modeste qu'il fût lors de sa création, ce système d'assurances sociales est aujourd'hui l'un des plus vastes programmes de politique intérieure gérés par le gouvernement fédéral.

**UNE
NOUVELLE
COALITION**

En 1936, le parti républicain choisit comme candidat à la présidence Alfred M. Landon, le gouverneur relativement progressiste du Kansas, pour disputer la Maison-Blanche à Roosevelt. Malgré les critiques dont le *New Deal* faisait l'objet, Roosevelt n'en remporta pas moins une victoire encore plus écrasante qu'en 1932. Il obtint 60 % des voix et triompha dans la totalité des Etats, sauf le Maine et le Vermont. A l'occasion de cette élection, on vit se former une large coalition nouvelle qui rassemblait autour du parti démocrate les syndicats, la plupart des agriculteurs, les immigrants et les minorités ethniques venues de l'Europe orientale et méridionale, les Afro-Américains et tout le Sud du pays. Le parti républicain avait obtenu le soutien des milieux d'affaires et, dans les petites villes et les banlieues, celui de la classe moyenne. Ce paysage politique allait rester à peu près le même pendant plusieurs décennies.

De 1932 à 1938, un large débat agita l'opinion publique sur ce que le *New Deal* apportait à la vie politique et économique du pays. De toute évidence, les Américains souhaitaient que le gouvernement fédéral assume davantage de responsabilités quant au bien-être de la nation. En fait, les historiens estiment généralement que le *New Deal* a jeté les bases de l'Etat-providence moderne aux Etats-Unis. Certains détracteurs du *New Deal* soutenaient que l'extension illimi-

tée des pouvoirs du gouvernement finirait par miner les libertés individuelles. Mais le président Roosevelt soulignait que les mesures prises pour favoriser le bien-être économique renforceraient la liberté et la démocratie.

Dans un discours radiodiffusé de 1938, Franklin Roosevelt déclara aux Américains :

La démocratie a disparu dans plusieurs grandes nations, non parce que leurs peuples ont cessé d'aimer la démocratie, mais parce qu'ils étaient las du chômage et de l'insécurité, las de voir leurs enfants mal nourris, d'être impuissants pendant que leur gouvernement était en proie au désordre et à la faiblesse faute de dirigeants compétents... Finalement et en désespoir de cause, ils ont choisi de sacrifier leur liberté dans l'espoir d'avoir de quoi manger. Ici, en Amérique, nous savons que nos institutions démocratiques peuvent être sauvegardées et que nous pouvons les faire fonctionner. Mais pour les préserver, il nous faut... démontrer que la tâche de notre gouvernement démocratique revient, en pratique, à protéger la sécurité de la population... Le peuple américain, dans son ensemble, est d'accord pour défendre ses libertés quel qu'en soit le prix, et notre première ligne de défense passe par la protection de notre sécurité économique.

**LA VEILLE DE
LA SECONDE
GUERRE
MONDIALE**

Peu après le début du second mandat de Roosevelt, la mise en œuvre de son programme à l'intérieur fut éclipsée par la menace d'un nouveau danger dont les Américains moyens n'étaient guère conscients : les visées expansionnistes des régimes totalitaires établis au Japon, en Italie et en Allemagne. En 1931, le Japon avait envahi la Mandchourie et écrasé la résistance chinoise, puis installé, en 1932, un gouvernement fantoche au Mandchoukouo. L'Italie, après avoir succombé au fascisme, avait agrandi ses possessions en Libye et attaqué l'Ethiopie, en 1935. L'Allemagne, où Adolf Hitler avait créé le parti national-socialiste et s'était emparé du pouvoir en 1933, avait réoccupé la Rhénanie et entrepris un réarmement à grande échelle.

A mesure que se révélait la véritable nature du totalitarisme et que l'Allemagne, l'Italie et le Japon poursuivaient leurs agressions, les craintes de l'Amérique alimentèrent son propre sentiment isolationniste. En 1938, après avoir annexé l'Autriche, Hitler revendiqua le territoire des Sudètes de Tchécoslovaquie et la guerre parut imminente en Europe. Les Etats-Unis, déçus par l'échec de leur croisade pour la démocratie au cours de la Première Guerre mondiale, firent savoir qu'en aucune circonstance l'un des pays engagés dans le conflit ne pourrait compter sur l'aide américaine. Des lois proclamant la neutralité nationale, adoptées au coup par coup entre 1935 et 1937, interdisaient au gouvernement de commercer avec une nation belligérante ou de lui faire crédit. L'objectif était d'empêcher, presque à n'importe quel prix, l'entrée des Etats-Unis dans une guerre livrée en dehors du continent américain.

Avec l'attaque nazie contre la Pologne, en 1939, et le début de la Seconde Guerre mondiale, l'isolationnisme proliféra, même si, dans leur for intérieur, les Américains étaient loin d'être neutres vis-à-vis des événements mondiaux. L'opinion publique était nettement favorable aux victimes de l'agression hitlérienne et soutenait les puissances alliées qui résistaient à la volonté d'expansion germanique. Pourtant, Roosevelt devait se contenter d'attendre que les événements modifient le sentiment des Américains quant à l'engagement des Etats-Unis dans la bataille.

Avec la chute de la France et le commencement de la guerre aérienne contre la Grande-Bretagne en 1940, le débat s'intensifia entre ceux qui voulaient aider les démocraties et les isolationnistes regroupés autour d'un comité appelé *America First* (l'Amérique d'abord), qui comptait de nombreux partisans parmi les conservateurs du Midwest et les pacifistes de gauche. En fin de compte, les interventionnistes l'emportèrent après un long débat public.

Les Etats-Unis s'unirent au Canada pour créer un organisme de défense mutuelle, le *Mutual Board of Defense*, et s'entendirent avec les républiques d'Amérique latine pour étendre aux nations de l'hémisphère occidental les accords déjà conclus en matière de sécurité collective. Le Congrès vota un budget substantiel pour le réarmement ; en septem-

bre 1940, il adoptait, pour la première fois en temps de paix, une loi sur le service militaire obligatoire – arrachée par une seule voix de majorité à la Chambre des représentants. Au début de 1941, le Congrès approuva le programme prêt-bail, qui autorisait le président Roosevelt à livrer des armes et du matériel à n'importe quelle nation (notamment la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et la Chine) dont la défense présentait un intérêt vital pour les Etats-Unis. L'aide totale distribuée au titre de la loi prêt-bail allait se monter, à la fin de la guerre, à plus de cinquante milliards de dollars.

La campagne présidentielle de 1940 prouva que, malgré leur véhémence, les isolationnistes comptaient relativement peu de partisans à l'échelon national. L'adversaire républicain de Roosevelt, Wendell Wilkie, n'avait guère d'arguments à opposer à son rival, dont il soutenait la politique étrangère et une grande partie du programme intérieur. Roosevelt fut réélu. C'était la première fois aux Etats-Unis qu'un président bénéficiait d'un troisième mandat.

**LE JAPON,
PEARL
HARBOR ET
LA GUERRE**

Alors que la plupart des Américains observaient avec anxiété le cours de la guerre en Europe, la tension montait en Asie. Pour améliorer sa position stratégique, le Japon annonça un «nouvel ordre» qui lui permettrait d'exercer son hégémonie sur tout le Pacifique. La Grande-Bretagne, qui luttait pour survivre contre l'Allemagne nazie, fut incapable de résister ; elle évacua Shanghai et ferma provisoirement la route de Birmanie. Au cours de l'été 1940, le Japon obtint sans peine du gouvernement français de Vichy l'autorisation d'utiliser les aéroports indochinois. En septembre, il rejoignait les puissances de l'Axe. Les Etats-Unis ripostèrent en imposant un embargo sur ses importations de ferraille.

Il semblait alors que les Japonais allaient s'orienter vers le sud, en direction du pétrole, de l'étain et du caoutchouc de la Malaisie britannique et des colonies néerlandaises. En juillet 1941, ils occupèrent le reste de l'Indochine. Les Etats-Unis répliquèrent en gelant les avoirs nippons.

En octobre 1941, le général Hideki Tojo prit la tête du gouvernement japonais. A la mi-novembre, il dépêchait un

envoyé spécial aux Etats-Unis pour y rencontrer le secrétaire d'Etat Cordell Hull. Le Japon exigeait entre autres que les Etats-Unis débloquent les avoirs nippons et mettent un terme à leur expansion navale dans le Pacifique. Hull rétorqua que les Japonais devaient se retirer de la Chine et de l'Indochine s'ils voulaient faire libérer leurs avoirs. Les Nippons demandèrent deux semaines pour étudier la proposition, mais ils la rejetèrent le 1^{er} décembre. Le 6 décembre, Franklin Roosevelt en appela directement à l'empereur du Japon, Hirohito. Pourtant, le matin du 7, l'aviation japonaise lança une attaque surprise dévastatrice sur la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbor, dans les îles Hawaii. Dix-neuf navires, y compris cinq cuirassés, et 150 avions américains furent détruits ; plus de 2 300 soldats et civils furent tués. Un seul élément joua en faveur des Etats-Unis, ce jour-là : les porte-avions américains qui allaient jouer par la suite un rôle décisif dans les opérations navales du Pacifique n'étaient pas ancrés à Pearl Harbor mais se trouvaient en mer.

Quand la nouvelle des raids japonais sur Hawaii, Midway, Wake et Guam fut annoncée à la radio américaine, l'incrédulité fit place à la colère en cette journée dont le président Roosevelt devait dire qu'elle serait toujours tenue pour un «jour d'infamie». Le 8 décembre, le Congrès proclama l'état de guerre avec le Japon ; trois jours plus tard, l'Allemagne et l'Italie déclaraient la guerre aux Etats-Unis.

La nation mobilisa rapidement son peuple et son industrie. Le 6 janvier 1942, le président Roosevelt annonçait de stupéfiants objectifs de production : livraison, en cours d'année, de 60 000 avions, 45 000 chars, 20 000 canons antiaériens, et d'un nombre de navires marchands correspondant à 18 millions de tonnes. Toutes les activités – agriculture, industrie, mines, commerce, main-d'œuvre, investissements, communications, enseignement et manifestations culturelles – devaient, d'une façon ou d'une autre, être placées sous la responsabilité d'autorités nouvelles aux pouvoirs élargis. Le gouvernement leva des sommes énormes pour créer des sites industriels destinés à la production en série des navires, des blindés et des avions. Il se produisit simultanément de vastes mouvements de population. En vertu d'une série de lois sur la conscription, les Etats-Unis portèrent leurs forces

armées à un total de 15 100 000 hommes. A la fin de 1943, il y avait environ 65 millions d'hommes et de femmes sous l'uniforme ou employés à l'effort de guerre.

L'agression contre les Etats-Unis avait désarmé les isolationnistes, dont les thèses ne séduisaient plus personne, et justifié une mobilisation militaire rapide. Pourtant, à la suite de l'attaque contre Pearl Harbor et par crainte des espions asiatiques, les Etats-Unis firent preuve d'intolérance en internant des Américains d'origine japonaise. En février 1942, près de 120 000 d'entre eux, résidant en Californie, furent enlevés à leurs foyers et enfermés dans dix camps provisoires sordides, avant d'être transférés dans des centres de réinstallation du Sud-Ouest. Près de 63 % de ces Nippo-Américains étaient des Nisei – nés en Amérique – et donc citoyens américains. Jamais personne ne trouva le moindre indice d'une tentative d'espionnage de leur part. En fait, des Nippo-Américains se distinguèrent par leur bravoure au sein de deux unités d'infanterie sur le front italien. D'autres servirent dans le Pacifique en qualité de traducteurs et d'interprètes. En 1983, le gouvernement américain reconnut le caractère injuste de cet internement et indemnisa partiellement les survivants.

**LA GUERRE
EN AFRIQUE
DU NORD ET
EN EUROPE**

Peu après l'entrée en guerre des Etats-Unis, les alliés occidentaux décidèrent de concentrer leur effort de guerre sur l'Europe, où se trouvait le gros de la puissance ennemie, le théâtre du Pacifique étant considéré comme secondaire.

Pendant le printemps et l'été 1942, les forces britanniques réussirent à briser l'offensive allemande contre l'Egypte et à repousser le général allemand Erwin Rommel en Libye, ce qui mit fin aux menaces sur le canal de Suez.

Le 7 novembre 1942, une armée américaine débarquait en Afrique du Nord française et, après quelques dures batailles, infligeait de sévères défaites aux armées allemande et italienne. L'année 1942 marqua aussi un tournant sur le front de l'Est où l'Union soviétique, au prix de pertes immenses, arrêta l'invasion nazie aux portes de Leningrad et de Moscou, avant de vaincre les forces allemandes à Stalingrad.

En juillet 1943, les troupes britanniques et américaines envahirent la Sicile et, vers la fin de l'été, le littoral sud de la Méditerranée était libéré des soldats fascistes. Les Alliés débarquèrent alors en Italie où, en dépit de la reddition sans condition du gouvernement, la lutte fut longue et âpre. La libération de Rome n'intervint que le 4 juin 1944. Pendant que la bataille faisait encore rage en Italie, l'aviation alliée lançait des raids dévastateurs contre les chemins de fer, les usines et les armements des nazis, y compris les réserves allemandes de pétrole de Ploesti, en Roumanie.

Pendant la seconde moitié de 1943, après maintes discussions d'ordre stratégique, les Alliés décidèrent d'attaquer à l'ouest pour obliger les Allemands à retirer du front russe des effectifs importants. Le général américain Dwight D. Eisenhower fut nommé commandant en chef de toutes les forces alliées en Europe. Le 6 juin 1944, après de gigantesques préparatifs, les premiers détachements de l'armée de libération américaine, britannique et canadienne, protégés par des forces aériennes largement supérieures à celles des Allemands, débarquèrent sur les plages de Normandie. A la suite de violents combats, une tête de pont fut établie. Les renforts affluèrent et de nombreux effectifs de l'armée allemande furent pris en tenaille, puis isolés dans des poches de résistance. Les armées alliées commencèrent à traverser la France en direction de l'Allemagne. Le 25 août, Paris était libéré. A la frontière allemande, les Alliés furent retardés par une contre-attaque opiniâtre, mais en février et en mars 1945, ils pénétrèrent en Allemagne par l'ouest, tandis que les troupes allemandes étaient défaits par les Russes, à l'est. Le 8 mai, les vestiges des forces du III^e Reich capitulaient.

**LA GUERRE
DANS LE
PACIFIQUE**

Entre-temps, les troupes américaines poursuivaient leur avance dans le Pacifique. Bien que les Américains eussent été contraints de capituler aux Philippines, au début de 1942, les Alliés rétablirent leur situation pendant les mois qui suivirent. Le général James (Jimmy) Doolittle conduisit les escadrilles de bombardiers américains au-dessus de Tokyo en avril ; la ville avait peu d'importance militaire réelle,

mais le raid procura aux Américains un réconfort psychologique considérable. Le mois suivant eut lieu la bataille de la mer de Corail qui fut le premier engagement naval de l'histoire à reposer principalement sur les porte-avions ; la marine japonaise y subit des pertes si lourdes qu'elle dut abandonner l'idée de frapper en Australie. La bataille de Midway, en juin, au cœur du Pacifique, marqua le tournant de la guerre pour les Alliés dans cette partie du monde et se termina par la première grande défaite de la flotte japonaise qui y perdit quatre porte-avions, ce qui mit fin à l'avance des Nippons dans le secteur central du Pacifique.

D'autres batailles contribuèrent également aux succès alliés. A Guadalcanal, une victoire décisive des Etats-Unis en novembre 1942 couronna la première grande offensive américaine dans le Pacifique. Pendant la plus grande partie des deux années suivantes, les troupes américaines et australiennes avancèrent vers le nord à travers les îles du Pacifique grâce à des attaques amphibies.

**L'ASPECT
POLITIQUE
DE LA
GUERRE**

Les efforts militaires des Alliés s'accompagnèrent d'une série d'importantes rencontres internationales destinées à définir les objectifs politiques de la guerre. La première de ces conférences avait eu lieu en août 1941, avant même l'entrée en guerre des Etats-Unis, entre le président Roosevelt et le Premier ministre britannique Winston Churchill, en un temps où les Etats-Unis n'étaient pas encore activement engagés dans la lutte et où la situation militaire paraissait sombre.

Réunis à bord de croiseurs près de Terre-Neuve, au Canada, Roosevelt et Churchill rédigèrent une déclaration d'intention, intitulée Charte de l'Atlantique, où ils énonçaient les objectifs suivants : renonciation aux conquêtes territoriales ; renonciation à tout bouleversement territorial qui ne serait pas sanctionné par le consentement des peuples concernés ; proclamation du droit de tous les peuples à choisir leur propre régime politique ; rétablissement de l'autonomie dans les pays qui en avaient été privés ; collaboration économique entre toutes les nations ; volonté d'affranchir tous les peuples de la guerre, de la crainte et du besoin ; liberté des mers ;

renonciation à l'usage de la force comme instrument de politique internationale.

En janvier 1943, à Casablanca, au Maroc, une conférence anglo-américaine résolut qu'aucune paix ne serait conclue avec les puissances de l'Axe et leurs satellites dans les Balkans jusqu'à leur «reddition inconditionnelle». Cette expression, introduite expressément par Roosevelt, visait à garantir aux peuples de toutes les nations en guerre qu'il n'y aurait pas de négociations de paix séparées avec les représentants du fascisme et du nazisme, qu'aucun marchandage ne serait entamé avec eux pour leur permettre de sauver la moindre bribe de leur puissance, que les chefs militaires de l'Axe devraient avouer à la face du monde leur défaite totale, avant que les peuples allemand, italien et japonais puissent connaître les conditions définitives de la paix.

Au Caire, le 22 novembre 1943, Roosevelt et Churchill rencontrèrent le chef de la Chine nationaliste, Tchang Kaï-chek, pour décider des conditions à imposer au Japon, notamment l'abandon des annexions effectuées lors d'agressions antérieures. A Téhéran, le 28 novembre, Franklin Roosevelt, Winston Churchill et Joseph Staline convenaient d'établir un nouvel organisme international : l'Organisation des Nations unies. En février 1945, alors que la victoire semblait assurée, ils se retrouvaient tous trois à Yalta pour y conclure de nouveaux accords. L'Union soviétique s'engageait secrètement à déclarer la guerre au Japon peu après la reddition de l'Allemagne. La frontière orientale de la Pologne fut approximativement établie sur la ligne Curzon de 1919. Après discussion sur les lourdes réparations de guerre imposées à l'Allemagne – condition exigée par Staline contre l'avis de Roosevelt et de Churchill – la décision fut différée. Des dispositions furent prises quant à l'occupation de l'Allemagne par les Alliés, au procès des criminels de guerre et à la condamnation de ces derniers.

Il fut également convenu à Yalta que les membres permanents du Conseil de sécurité, au sein de la future Organisation des Nations unies, auraient un droit de veto dans les domaines affectant leur sécurité.

Deux mois après son retour de Yalta, Franklin Roosevelt mourait d'une hémorragie cérébrale. L'histoire des Etats-

Unis a connu peu de personnalités qui aient laissé des regrets aussi profonds ; pendant un certain temps, le peuple américain éprouva le sentiment indicible d'avoir subi une perte irréparable. Le vice-président Harry Truman, ancien sénateur du Missouri, assumait la présidence.

**LA VICTOIRE
ET LA BOMBE
ATOMIQUE**

La guerre se poursuivait dans le Pacifique après la reddition de l'Allemagne ; les derniers combats furent parmi les plus acharnés. Commencée en juin 1944, la bataille de la mer des Philippines infligea un désastre à la flotte japonaise, après quoi Hideki Tojo, le Premier ministre japonais, fut contraint de démissionner. Le général Douglas MacArthur, qui avait quitté à contrecœur les Philippines en 1942 pour éviter d'être capturé par les Japonais, retourna dans l'archipel en octobre, pour ouvrir la voie à la flotte américaine. La bataille du golfe de Leyte se solda par une défaite décisive pour la marine nipponne, ce qui rendit aux Alliés la maîtrise des eaux philippines.

En février 1945, les forces américaines avaient repris Manille. Les Etats-Unis se fixèrent pour objectif la libération d'Iwo Jima dans l'archipel de Bonin, à peu près à mi-chemin entre les Mariannes et le Japon. Mais les Japonais étaient décidés à défendre l'île et tirèrent parti des grottes naturelles et de l'escarpement du terrain. Les bombardements américains se heurtèrent à une farouche résistance japonaise sur terre et à des attaques suicides des kamikazes dans le ciel. Les Américains occupèrent enfin l'île vers le milieu du mois de mars, mais non sans avoir perdu 6 000 *marines* ; presque toutes les troupes japonaises présentes furent anéanties. Les Etats-Unis entamèrent alors des bombardements aériens systématiques sur les ports et les aéroports nippons. De mai à août, la 20^e unité de l'US Air Force lança une série d'attaques aériennes contre l'archipel japonais.

C'est alors que les chefs des gouvernements américain, britannique et soviétique se rencontrèrent à Potsdam, dans la banlieue de Berlin, du 17 juillet au 2 août 1945, pour décider des opérations à entreprendre contre le Japon, du règlement de la paix en Europe et de l'avenir de l'Allemagne.

La conférence convint de la nécessité d'aider à la rééducation d'une génération d'Allemands élevés sous le régime nazi et de définir les principes généraux destinés à organiser la restauration de la vie politique démocratique dans le pays. Les participants discutèrent également des réparations qu'ils demanderaient à l'Allemagne ; ils se mirent d'accord sur le procès des dirigeants nazis accusés de crime contre l'humanité et autorisèrent le transfert en Union soviétique d'usines et de biens industriels. Mais les revendications que l'URSS avait déjà présentées à Yalta concernant des réparations de guerre pour une valeur totale de dix milliards de dollars restèrent controversées.

La veille de la conférence de Potsdam, une bombe atomique expérimentale avait explosé à Alamogordo, au Nouveau-Mexique ; c'était l'aboutissement de trois années de recherches intensives menées dans des laboratoires éparpillés à travers les Etats-Unis, dans le cadre de ce que l'on appelait le projet Manhattan. Truman pensait que les Etats-Unis pourraient utiliser la bombe atomique pour hâter la reddition du Japon, avec moins de pertes qu'une invasion du pays. Il ordonna d'y recourir si les Japonais ne s'étaient pas rendus le 3 août au plus tard. Le 26 juillet, les Alliés s'engagèrent par la déclaration de Potsdam à ne pas anéantir ni annexer le Japon si celui-ci se rendait. Dans le cas contraire, il s'exposait à une «destruction complète».

Une commission composée de responsables politiques et militaires américains, ainsi que de savants, examina la question des cibles qui seraient visées par la nouvelle arme. Truman avait écrit que seules les installations militaires devaient en faire partie. Le secrétaire à la Guerre Henry L. Stimson, par exemple, convainquit ses collègues d'écarter de la liste Kyoto, l'ancienne capitale du Japon où étaient conservés d'immenses trésors nationaux et religieux. Le choix se porta sur Hiroshima, qui abritait des usines de guerre et servait de base à des opérations militaires.

Le 6 août, un avion américain, *Enola Gay*, lança une bombe atomique sur la ville d'Hiroshima. Le 8 août, une seconde bombe atomique fut larguée, mais cette fois sur Nagasaki. Dans un premier temps, les Américains furent soulagés de constater que l'usage de la bombe avait hâté la fin de la

guerre ; ils ne prirent conscience de son épouvantable pouvoir de destruction que par la suite. Le 14 août, le Japon accepta les conditions fixées à Potsdam ; le 2 septembre 1945, il capitula officiellement.

En novembre 1945, à Nuremberg, en Allemagne, commencèrent les procès des criminels de guerre nazis, conformément à la décision prise à Potsdam. Devant d'éminents juristes américains, britanniques, français et soviétiques, les nazis ne furent pas seulement accusés d'avoir prémédité et conduit une guerre d'agression, mais aussi d'avoir violé les lois de la guerre et de l'humanité en se livrant à un génocide systématique des Juifs européens et de diverses autres populations – connu sous le nom d'Holocauste. Les procès se poursuivirent pendant dix mois et se terminèrent par la condamnation de tous les accusés sauf trois.

Le 25 avril 1945, quelques jours avant la fin des hostilités en Europe et bien que le conflit continuât de faire rage dans le Pacifique, fut prise une décision d'une portée considérable pour l'orientation du monde de l'après-guerre. Les représentants de cinquante nations s'étaient réunis à San Francisco pour définir la structure de l'Organisation des Nations unies. La charte qu'ils y rédigèrent prévoyait une organisation mondiale dans laquelle les différends internationaux feraient l'objet de discussions pacifiques ; elle prévoyait également que les nations feraient cause commune contre la faim et la maladie. Contrairement à ce qui s'était passé lors du rejet de la S.D.N. par les Etats-Unis, après la Première Guerre mondiale, le Sénat américain se hâta de ratifier la charte des Nations unies par 89 voix contre deux. Cette décision confirmait que l'esprit d'isolationnisme n'était plus l'élément dominant de la politique étrangère américaine et indiquait au monde que les Etats-Unis avaient l'intention de jouer un rôle majeur dans les affaires internationales.

L'ESSOR DES SYNDICATS OUVRIERS

Les années 1920 avaient été marquées par une prospérité relative aux Etats-Unis, mais les ouvriers employés dans des secteurs industriels tels que la sidérurgie, l'automobile, le caoutchouc et les textiles n'en avaient pas profité autant que les autres, tant s'en fallait. Les conditions de travail dans la plus grande partie de ces branches d'activité restaient aussi mauvaises qu'au siècle précédent. Jusqu'en 1923, par exemple, un sidérurgiste américain était censé travailler douze heures par jour, avec une journée de repos toutes les deux semaines.

Les années 1920 virent les propriétaires des usines où l'on pratiquait la production en série redoubler d'efforts pour empêcher le développement des syndicats, qui avaient connu quelques succès sous la direction de l'American Federation of Labor (AFL), pendant la Première Guerre mondiale. Cette action revêtit des formes multiples, notamment le recours à des espions et à des briseurs de grève armés, ainsi que le licenciement des travailleurs soupçonnés de sympathie envers les organisations ouvrières. Les syndicats indépendants étaient souvent accusés d'être communistes. Dans le même temps, de nombreuses entreprises mettaient sur pied un «syndicat maison».

Traditionnellement, les assemblées législatives des Etats soutenaient le principe de l'open shop, qui interdisait à un syndicat d'être le représentant exclusif de tous les travailleurs dans un secteur donné. Les entreprises pouvaient ainsi refuser aux syndicats le droit de mener des négociations pour une convention collective et obtenir des décisions de justice pour faire échec à la syndicalisation de leur personnel. De façon plus constructive, pendant les années 1920, certaines sociétés commencèrent à offrir aux employés différents plans concernant l'assurance maladie, la retraite, la participation aux bénéfices ou au capital, pour s'assurer leur fidélité.

A partir de 1919, des entreprises réprimèrent durement une série de grèves lancées dans les industries où étaient appliquées les méthodes de production en série, à commencer par la sidérurgie. En conséquence, entre 1920 et 1929, les effectifs syndicaux diminuèrent et passèrent de quelque cinq millions à trois millions et demi.

Le début de la Grande Crise économique entraîna une chute brutale des offres d'emploi dans tout le secteur industriel. Le chômage devint général. En 1933, plus de douze millions d'Américains étaient sans travail. Dans l'industrie automobile, la main-d'œuvre avait diminué de moitié entre 1929 et 1933. Au cours de la même période, les salaires avaient baissé des deux tiers.

Cependant, l'élection de Franklin Roosevelt allait définitivement changer la situation des travailleurs de l'industrie.

Le président Roosevelt commença par manifester son intérêt pour le bien-être des ouvriers en nommant Frances Perkins secrétaire au Travail. Elle était la première femme à occuper un poste au sein du cabinet et s'était distinguée en militant pour l'amélioration du lieu de travail. En juin 1933, une loi d'une très grande portée fut adoptée, le National Industrial Recovery Act.

Ce texte visait à limiter la durée de la semaine de travail, à élever les salaires dans l'industrie et à prohiber l'emploi des enfants. Plus important encore, il interdisait aux entreprises d'obliger leurs employés à entrer dans le «syndicat maison» ; il reconnaissait le droit des salariés à «se syndiquer et à négocier collectivement par l'intermédiaire des représentants choisis par eux».

Ce fut John L. Lewis, le chef dynamique et éloquent de l'United Mine Workers (UMW), qui comprit mieux qu'aucun autre dirigeant ouvrier ce que le New Deal signifiait pour les travailleurs. Insistant sur le soutien du président Roosevelt, il agença une vaste campagne de syndicalisation qui fit passer les effectifs de l'UMW de 150 000 à plus de 500 000 adhérents en un an.

John Lewis souhaitait vivement voir l'AFL, où il occupait un siège au conseil exécutif, lancer une campagne similaire dans les industries axées sur la fabrication en série. Mais l'AFL, obéissant à sa tradition historique qui l'orientait vers les ouvriers qualifiés, n'était pas disposée à le faire. Après une violente querelle intestine, John Lewis et quelques autres syndicalistes rompirent avec l'AFL pour créer le Committee for Industrial Organization (CIO), appelé par la suite Congress of Industrial Organizations.

Les premiers objectifs de John Lewis et du CIO étaient de s'attaquer aux industries automobile et sidérurgique, notoirement hostiles aux syndicats. A la fin de 1936, une série de grèves sur le tas éclatèrent dans les usines de General Motors à Cleveland, dans l'Ohio, et à Flint, dans le Michigan. John Lewis réagit rapidement en envoyant des recruteurs syndicalistes et 100 000 dollars pour aider les grévistes. Bientôt, 135 000 travailleurs participaient à l'action et les usines cessèrent de tourner.

Grâce à l'aide du gouverneur du Michigan qui sympathisait avec les grévistes, ceux-ci arrachèrent un accord en 1937. En septembre de cette même année, l'United Auto Workers avait signé des conventions collectives avec 400 entreprises de son secteur, assurant aux travailleurs un salaire horaire minimum de 75 cents et une semaine de travail de 40 heures.

A Pittsburgh, capitale américaine de la sidérurgie, les représentants des aciéries attaquèrent John Lewis par voie de presse en l'accusant d'être un «rouge» et un «vampire». Les syndicats furent pourtant renforcés par la réélection du président Roosevelt et par l'adoption du National Labor Relations Act (NLRA), en 1936. Au cours des six premiers mois de son existence, le Steel Workers Organizing Committee, dirigé par le lieutenant de John Lewis, Philip Murray, avait déjà recruté 125 000 adhérents.

La capitulation de General Motors eut des conséquences importantes pour U.S. Steel. Comprenant que les temps avaient changé, cette dernière parvint à un accord avec le CIO en 1937. Cette même année, la Cour suprême confirma que le National Labor Relations Act était conforme à la Constitution. Par la suite, des entreprises de moindre importance, où la tradition antisyndicaliste était plus forte encore qu'à U.S. Steel, conclurent des conventions collectives avec les syndicats du CIO. L'un après l'autre, divers secteurs industriels suivirent le mouvement – caoutchouc, pétrole, électronique, textiles. L'ouvrier qui travaillait à la chaîne n'était désormais plus seul. ★